

ACTION SOCIALE



Paris, mars 2018

Bilan, perspectives, humeurs !

L'Action Sociale est engagée depuis de nombreuses années dans une continuelle adaptation de ses offres. De plus, elle est soumise, comme les autres activités du GPF SNCF, aux mêmes recherches de gains de productivité. Ce fait pénalise l'activité, freine les réponses aux besoins des bénéficiaires actifs, pensionnés et ayants-droit de notre régime spécial. **L'UNSA-Ferroviaire** s'en plaint et elle manifeste régulièrement sa désapprobation par rapport à la contraction des moyens d'interventions de l'Action Sociale.

Depuis le passage au 21ème siècle, l'héritage des activités sociales issu de la nationalisation des compagnies privées, il y a 80 ans, a évolué de façon significative. Les transformations se sont accélérées et matérialisées par **la fermeture de huit établissements du FASS** (Fonds d'Action Sanitaire et Sociale) en 2003, celle de l'établissement d'Arcy en 2010 et enfin celle de Courtemont Varenne en 2014.

En octobre 2016, la Direction du FASS a annoncé la volonté de l'Entreprise de **se retirer du champ d'intervention sur la dépendance**. Les quatre EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) de Villevaudé, Neuilly sur Marne, Santenay et Illiers Combray sont en cours de cession d'activité. Le repreneur sera bientôt connu et l'entreprise a l'intention de transférer les contrats de travail de la centaine de salariés concernés dans le cadre des dispositions actuelles qu'offre l'article L1224 -1 du Code du Travail : **l'UNSA Ferroviaire** est mobilisée et vigilante sur cette situation.

Certaines évolutions du FASS étaient inévitables : aurait-il pu en être autrement ?

Le budget du FASS n'aurait jamais pu financer l'exploitation de tous ces établissements. Les résultats comptables auraient été déficitaires et le report à nouveau actuel, de l'ordre de 27 M€, n'existerait pas. L'Action Sociale aurait été bien plus fragilisée si ces évolutions n'avaient pas eu lieu.

Dans la foulée de la recherche de gains de productivité, la Direction d'Optim'Services a annoncé que **les postes de secrétaires de l'Action Sociale disparaîtront à terme**.

Là aussi, une centaine de postes sont concernés par cette évolution. Il est déjà acté que les récents **départs en retraite des secrétaires des Centres d'Action Sociale ne seront pas remplacés**. Une mutualisation entre les Services Médicaux et l'Action Sociale devrait s'organiser mais nul ne connaît la forme « technique » de cette faisabilité. La digitalisation, voire d'autres formes d'organisations du travail, faciliteront cette « évolution ».



UNSA-Ferroviaire
56, rue du Faubourg Montmartre • 75009 PARIS
Tél : 01 53 21 81 80 • Fax : 01 45 26 46 65
E-mail : federation@unsa-ferroviaire.org

A peine un sujet est-il annoncé qu'une nouvelle piste d'évolution touche les personnels de l'Action Sociale : les assistantes des DUAS se verraient décharger de leurs missions liées à la G.U.

Se murmurerait aussi que *la plateforme téléphonique de l'Action Sociale pourrait être dissoute* et que cette mission serait confiée à un organisme extérieur spécialisé : l'externalisation gagnerait d'ailleurs de nombreux services transverses de l'EPIC de tête.

Cette façon d'opérer répond, déjà, aux préconisations du rapport Spinetta qui évoque dans sa dixième recommandation : « poursuivre et renforcer l'effort de réduction des coûts des fonctions transverses, notamment en concentrant l'EPIC SNCF sur ses fonctions de pilotage, en externalisant autant que possible les fonctions transverses non spécifiques ».

**PAR PETITS BOUTS, L'ACTION SOCIALE SE VIDE DE CERTAINES SPÉCIFICITÉS,
PERD DE SON ÉNERGIE, SE DIRIGE VERS UNE RÉVOLUTION SOUHAITÉE
PAR LE GOUVERNEMENT AVEC L'APPUI DE LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE.**

**Professionnels de l'Action Sociale,
bénéficiaires salariés et pensionnés,
venez manifester votre mécontentement !**

